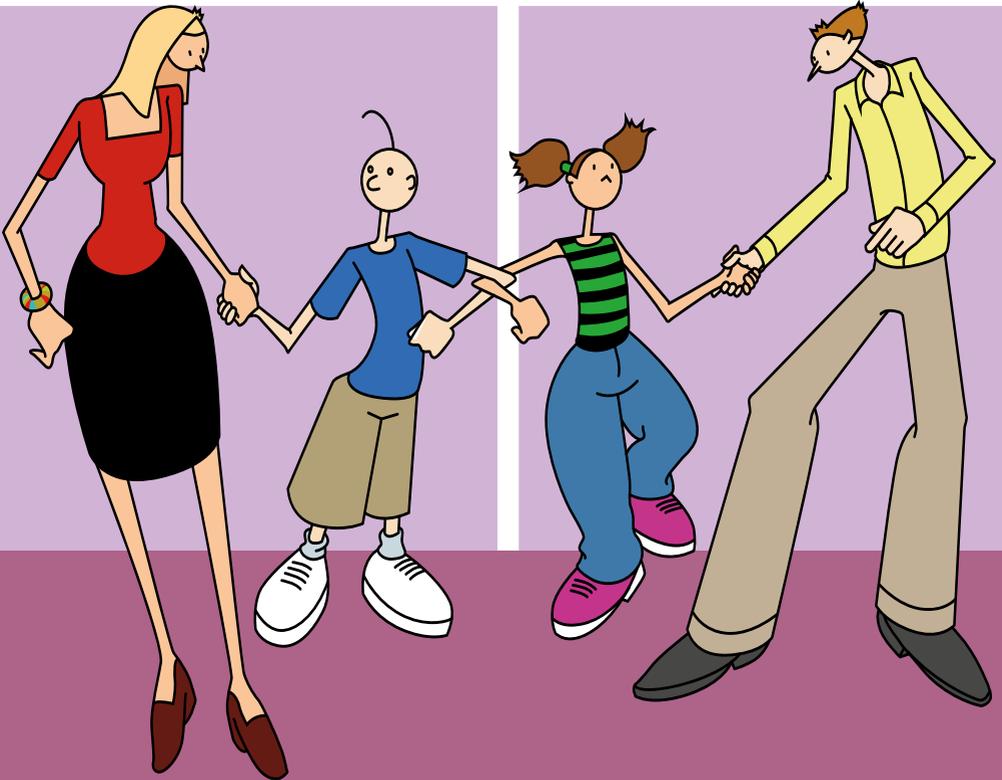


# Séparation Divorce

Informations pratiques  
pour les enfants et leurs  
parents



## Les besoins de l'enfant

Lorsque les parents se séparent, il est important que l'enfant entende de leur part:

### Une explication simple et sans accusation

Les parents doivent dire à l'enfant qu'il s'agit de leur décision. Il faut lui donner des explications simples sans dire du mal de l'autre parent afin d'éviter que l'enfant ne se sente obligé de prendre parti.

### Qu'il continuera de voir ses deux parents

Dès que possible, il faut lui expliquer comment vont s'organiser ses relations avec ses deux parents.

### Qu'il n'est pas responsable de leur séparation

Si ses parents ne lui disent pas le contraire, l'enfant, peu importe son âge, a tendance à croire que la séparation est de sa faute et donc, qu'il peut faire quelque chose pour changer la situation.

### Qu'il a la permission d'aimer ses deux parents et leurs familles

L'enfant aime ses deux parents : il n'a pas à choisir ni à se sentir obligé de prendre parti pour l'un d'eux ou pour l'une ou l'autre des familles.

Il doit par ailleurs avoir l'assurance que ses parents l'aiment, même si l'un d'eux ne vit plus sous le même toit que lui.

### Droit aux relations personnelles : un droit de l'enfant avant tout

Le père et la mère doivent veiller à ne pas perturber les relations de l'enfant avec l'autre parent, ce qui rendrait l'éducation plus difficile.

Ce devoir de loyauté est réciproque, il s'adresse aussi bien au titulaire du droit aux relations personnelles qu'au parent gardien.

En cas de violation de ce devoir, le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant (TPAE) peut donner des instructions, voire prendre des mesures pour protéger l'enfant.

Des relations personnelles suivies et harmonieuses entre l'enfant et le parent qui n'a pas l'enfant au quotidien sont essentielles à son développement et à la construction de son identité.

Le droit aux relations personnelles est un droit tant du parent non gardien que de l'enfant.

## A quoi doivent réfléchir les parents?

### Qui sera titulaire de l'autorité parentale?

Lorsque les parents sont mariés, ils sont tous deux titulaires de l'autorité parentale.

Lorsqu'ils divorcent, l'autorité parentale est maintenue conjointe, sauf si la sauvegarde du bien de l'enfant commande une autre solution.

Lorsque les parents ne sont pas mariés, seule la mère est titulaire de l'autorité parentale.

Si le père a reconnu l'enfant, l'autorité parentale conjointe peut être établie par déclaration commune des parents à l'Etat civil ou au Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant.

Si l'un des parents refuse de remettre la déclaration commune d'autorité parentale conjointe, l'autre parent a alors la possibilité de saisir le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant en vue de son instauration.

L'autorité parentale conjointe signifie avant tout pour les parents d'avoir la responsabilité commune sur l'enfant et de prendre ainsi ensemble les décisions importantes qui le concernent. C'est le cas notamment pour les interventions médicales, l'éducation religieuse, le choix de l'école, mais aussi le changement du lieu de vie de l'enfant.

### Comment s'organiseront les relations personnelles?

Le droit aux relations personnelles revient à celui des parents qui n'est pas titulaire de la garde de fait.

Ce droit comprend le droit de voir l'enfant, mais également d'avoir d'autres contacts, par exemple

téléphoniques, électroniques, par lettres. Les parents réfléchissent ensemble à l'organisation des relations personnelles la plus adaptée aux besoins de l'enfant. En cas de désaccord, ils peuvent en appeler au juge qui en fixe les modalités pratiques. Dans ce cas, le droit de visite devra être exercé conformément aux modalités définies par le Tribunal.

### Où l'enfant va-t-il vivre?

Lorsque les époux divorcent, il leur incombe en premier lieu de définir en concertation et de manière équilibrée les modalités de prise en charge de l'enfant.

Les parents peuvent ainsi décider de mettre en place une prise en charge alternée, laquelle implique le partage de temps entre eux pour des périodes déterminées. Il faut pour cela que l'autorité parentale soit attribuée conjointement et que le domicile légal de l'enfant soit fixé d'entente entre les parents.

En cas de désaccord parental, le juge peut instaurer une prise en charge alternée, si l'intérêt de l'enfant le recommande, ou attribuer la garde de fait à l'un des deux parents, chez lequel l'enfant vivra alors au quotidien.

Lorsque les parents ne sont pas mariés, la garde est détenue en principe par la mère, sauf accord différent des parents établi entre eux par une convention ratifiée par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant, ou autre répartition des modalités de prise en charge de l'enfant par décision de ce Tribunal.

## Organisation des relations personnelles

Les parents peuvent décider de l'organisation des relations personnelles (hebdomadaire ou pendant les vacances) dans la mesure où cette organisation est :

- conforme à l'intérêt de l'enfant;
- en accord entre eux;
- conforme aux éventuelles mesures ordonnées par le juge.

Cependant, en l'absence d'accord entre les parents, et à défaut de précisions dans le jugement, nous recommandons d'appliquer les principes suivants :

la durée des visites doit tenir compte de l'âge de l'enfant et de son développement. Pour un enfant de 0 à 6 mois, il ne faudrait pas dépasser une semaine consécutive. Pour un enfant entre 6 et 30 mois, il ne faudrait pas dépasser deux semaines consécutives. Au-delà de 30 mois, un enfant devrait être capable d'être séparé de l'un de ses parents pendant un mois.

### Vacances d'été

Chaque parent a droit à quatre semaines. Le parent qui aura l'enfant pendant la première tranche (juillet) une année, l'aura pendant la deuxième tranche (août) l'année suivante. Une règle d'alternance doit ainsi être appliquée.

La deuxième tranche doit se terminer le vendredi soir précédant la rentrée scolaire et non le dimanche soir, de manière à ce que l'enfant puisse passer le week-end précédant la rentrée scolaire chez le parent gardien. L'enfant passera le premier week-end suivant la rentrée scolaire chez le parent non gardien.

### Vacances de Pâques

L'enfant bénéficie de douze jours consécutifs de congé (mais pas de vacances, le mercredi précédant les vacances étant un jour de congé habituel). Si les parents se mettent

d'accord, chacun d'eux aura l'enfant six jours selon leur choix.

Dans le cas contraire, un des parents prendra l'enfant du jeudi matin (début des vacances) au mardi à 12h et l'autre du mardi à 12h au dimanche soir.

### Vacances d'automne et de février

Ces vacances ne sont pas scindées entre les parents mais attribuées dans leur entier à l'un ou à l'autre. Le parent qui a l'enfant pendant les vacances d'automne l'aura en février de l'année scolaire suivante.

### Vacances de Noël et de fin d'année

Chacun des deux parents pourra passer une semaine avec son enfant en respectant une alternance d'une année à l'autre (c'est-à-dire: une année Noël avec la mère et Nouvel An avec le père et l'inverse l'année suivante).

### Jours de congé scolaire

Il y a quatre jours officiels de congé scolaire, liés notamment aux fêtes religieuses dans le canton de Genève:

- 1er mai
- Jeudi de l'Ascension
- Lundi de Pentecôte
- Jeudi du Jeûne Genevois

Chaque parent a droit à deux jours de congé scolaire en alternance d'une année à l'autre. Sauf accord contraire des parents, le jour de congé scolaire débute le matin et se termine le soir, sans inclure la nuit qui précède ni la nuit qui suit le jour férié, y compris pour le lundi de Pentecôte.

Lorsque le 1er mai tombe un samedi ou un dimanche, ce jour n'est pas compensé. L'enfant se trouve donc auprès du parent qui en a la garde ce week-end-là. A préciser que des jours de congé liés aux festivités dans les différentes religions sont à prendre en compte.

## Responsabilités des parents

### Responsabilités de celui ou celle qui exerce son droit aux relations personnelles

Celui ou celle qui exerce son droit aux relations personnelles est entièrement responsable de son enfant dans tous les domaines: santé, loisirs, alimentation, etc. En cas de maladie ou d'accident pendant les visites, les factures du médecin doivent être transmises au parent qui paie l'assurance maladie. La responsabilité du trajet pour chercher l'enfant et le ramener incombe au parent visiteur. Il peut en confier l'exécution à un tiers digne de confiance, charge à lui de l'organiser et éventuellement de le payer.

Lorsqu'un parent n'a pas pu exercer son droit aux relations personnelles de son propre fait, il n'a pas droit automatiquement à une compensation. Les parents peuvent toutefois convenir d'une telle compensation. En revanche, si le motif de l'annulation du jour de visite est imputable au parent gardien, la compensation devrait en principe avoir lieu. En cas de désaccord, les parents doivent s'adresser au curateur chargé de l'organisation des relations personnelles, si une telle curatelle a été instituée par le jugement.

### Information au parent gardien sur le lieu des visites

Il est préférable que les parents s'informent mutuellement du lieu où ils se trouvent pendant les vacances et qu'ils puissent être joints par téléphone.

### Enfant confié à un tiers par le parent non gardien

Le parent non gardien peut confier l'enfant à un ou des tiers pour des moments limités.

Il y a lieu ici de rappeler que les relations personnelles sont instituées pour maintenir le lien entre l'enfant et le parent non gardien.

### Mise en contact avec l'ami-e du parent non gardien

Le parent gardien ne peut pas s'opposer à ce que son enfant soit mis en contact avec l'ami-e du parent non gardien, à moins qu'une décision judiciaire ne le précise.

### Pièces d'identité de l'enfant pendant l'exercice des visites

Le parent non gardien peut exiger la remise des pièces d'identité de son enfant lors des visites. La non-remise des pièces d'identité constitue une entrave à l'exercice des relations personnelles. Seul le juge peut restreindre ce droit sur ce point.

### Relations téléphoniques

Il s'agit d'un aspect du droit aux relations personnelles: il ne peut donc être fixé que par le juge, en l'absence d'accord entre les parents.

Les parents qui se séparent, qui sont en procédure de séparation ou de divorce ou qui rencontrent des difficultés dans l'exercice des relations personnelles peuvent avoir affaire au Service de protection des mineurs (SPMi) et/ou au Service d'évaluation et d'accompagnement de la séparation parentale (SEASP).

## Les missions du SPMi

### Le juge a nommé un curateur pour organiser et surveiller les relations personnelles

Les parents sont reçus au SPMi par un intervenant en protection de l'enfant, lequel est désigné aux fonctions de curateur de l'enfant par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant.

Le curateur surveille les relations personnelles entre l'enfant et le titulaire du droit aux relations personnelles, dans le respect des modalités fixées par le juge.

Le curateur joue un rôle d'intermédiaire, voire de facilitateur. Par son action, qui se veut temporaire, il aide les parents à renouer un dialogue constructif dans l'intérêt de l'enfant, par exemple pour contribuer au partage des visions et des valeurs éducatives. Il peut également les conseiller et les préparer aux visites. Il aide

également les parents à se mettre d'accord sur le calendrier des visites.

En revanche, le curateur n'est pas en mesure de modifier le droit aux relations personnelles fixé par le juge. Le curateur n'assure pas de présence lors de l'exercice des visites. Si le curateur ne parvient pas à amener les parents à un accord, il est habilité à rendre des décisions quant à l'organisation des relations personnelles (par exemple, fixer les dates des vacances, les horaires des visites, le lieu de l'échange de l'enfant, etc).

Les décisions du curateur peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant.

Le SPMi reçoit :

**Sans rendez-vous** : les lundis, mercredis et vendredis de 9h30 à 11h et tous les après-midis de 13h30 à 15h30

Contact : tél. 022 546 10 00

Email : [spm@etat.ge.ch](mailto:spm@etat.ge.ch)

Adresse : Boulevard de Saint-Georges 16 – 1205 Genève

# Les missions du SEASP

## Les parents se présentent spontanément au SEASP

A toutes les étapes d'une séparation ou d'un divorce, le SEASP offre soutien et conseils pour l'organisation de la prise en charge de l'enfant par ses parents séparés ou divorcés. Pour les situations non suivies par le SPMi, la permanence du SEASP propose trois entretiens au maximum. Dans ce laps de temps, le chargé d'évaluation :

- informe les parents sur les démarches à entreprendre ;
- informe les parents de l'existence des différents lieux de médiation/soutien à la parentalité/thérapie ;
- invite les parents à assister à la séance d'information dispensée par le SEASP ;
- conseille les parents pour leur permettre de maintenir une communication minimale dans l'intérêt de l'enfant ;
- facilite l'élaboration d'une organisation provisoire de la prise en charge de l'enfant.

## Les parents sont en procédure devant un tribunal qui demande au SEASP de procéder à une évaluation

A la demande du juge du Tribunal de première instance (TPI) ou du Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant, les parents sont reçus par un collaborateur du SEASP, qui établit le rapport d'évaluation sociale à l'intention des tribunaux et procède à l'audition de l'enfant en cas de délégation à ce titre. Le rapport renseigne le juge sur la situation actuelle de la famille, l'aide à se faire sa propre opinion sur les questions touchant à l'attribution des droits parentaux ainsi qu'à l'organisation des relations personnelles. Il lui indique également si des mesures de protection sont nécessaires pour sauvegarder l'intérêt de l'enfant. Dans le cadre du mandat d'évaluation, le SEASP accompagne les parents dans la recherche de solutions adaptées aux besoins de l'enfant, si nécessaire en collaboration avec les organismes de médiation et/ou de soutien à la parentalité.

Le SEASP reçoit ;

**Sans rendez-vous** : les lundis, mercredis et vendredis de 9h30 à 11h, les mardis et jeudis de 14h à 15h30

Contact : tél. 022 546 12 85

Email : [seasp@etat.ge.ch](mailto:seasp@etat.ge.ch)

Adresse : Boulevard de Saint-Georges 16 – 1205 Genève